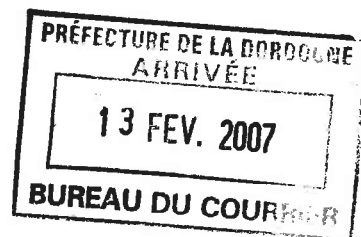


EXTRAIT  
DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL

Téléphone 05 53 54 60 18  
Télécopie 05 53 54 83 13  
E-mail : mairie-de-montrem@wanadoo.fr



07n°1

L'an deux mille sept, le deux février, à dix huit heures,  
Le Conseil Municipal de la Commune de MONTREM, légalement convoqué, s'est  
assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. RANOUX  
Jacques, Maire.

Etaient présents : RANOUX J. - JABOT M. - MEREDITH C. - REY R. - ZAJAC B.-  
CUARTIELLES D.- GARGAUD M. - JAVERZAC J.- BALCOU B. - PAYENCHET MF  
- SERRE R.

OBJET : Approbation de la révision du plan d'occupation des sols avec  
transformation en PLU

Monsieur le Maire expose au conseil municipal les conditions dans lesquelles s'est  
déroulée l'enquête publique sur le projet de révision du plan d'occupation des sols,  
avec transformation en plan local d'urbanisme, destiné à remplacer le POS  
actuellement applicable, ainsi que les observations du préfet sur le projet arrêté et les  
conclusions du commissaire-enquêteur. Il présente les corrections retenues pour  
notamment prendre en compte les résultats de la dite enquête.

**Le Conseil municipal,**

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.123-10, L.123-12, L.123-13, L.  
123-19, R. 123-24 et R. 123-25 ;

Vu la délibération en date du 10 septembre 2001 mettant en révision le POS  
approuvé le 11 octobre 1991, prescrivant sa transformation en PLU, et fixant les  
modalités de la concertation avec la population comme prévu par l'article L.300-2 du  
code de l'urbanisme ;

Vu la délibération en date du 6 mars 2006 arrêtant le projet de révision du POS en  
PLU, et approuvant le bilan de la concertation ;

Vu les avis des personnes publiques associées, jointes au dossier de l'enquête  
publique, notamment les observations de Monsieur le Préfet de la Dordogne en date  
du 16 juin 2006 complétées des dispositions nécessaires à leur prise en charge.

Vu l'arrêté municipal en date du 17 mai 2006 prescrivant l'enquête publique sur le  
projet de révision du POS,

Vu le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur en date du 13 septembre 2006,

Vu le compte-rendu d'examen des résultats de l'enquête publique tenue le 9 novembre 2006 ;

Vu l'accord du préfet en date du 31 mai 2006 relatif à la dérogation à l'application de l'article L 122-2 du code de l'urbanisme ;

ENTENDU l'exposé de Monsieur le Maire,

Considérant que les résultats de ladite enquête publique n'ont justifié que quelques modifications du projet de révision du POS et sa transformation en PLU;

Considérant que le projet de révision du POS, avec transformation en PLU, tel qu'il est présenté au conseil municipal est prêt à être approuvé conformément à l'article L.123-10 du Code de l'urbanisme ;

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents, décide :**

- d'approuver le dossier de révision du POS, avec transformation en PLU, destiné à remplacer le POS actuellement applicable tel qu'il est annexé à la présente.

Par conséquent :

- la présente délibération accompagnée du dossier approuvé qui lui est annexé sera transmise au préfet de la Dordogne.
- La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans le journal désigné ci-après :

Sud ouest

- le dossier approuvé sera tenu à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux :

⇒ à la mairie de MONTREM

⇒ à la préfecture de la Dordogne

- La présente délibération deviendra exécutoire :

⇒ Dans un délai de un mois suivant sa réception par le préfet de la Dordogne, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au dossier approuvé, ou dans le cas contraire à dater de la prise en compte de ces modifications.

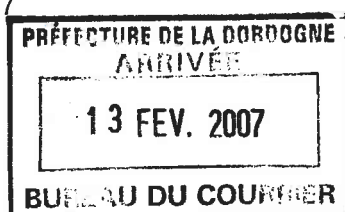
⇒ Après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité.

Fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Pour copie certifiée conforme

En mairie, le 5 février 2007

Le Maire,





**Isle Vern Salembre**  
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

AR PREFECTURE

024-200040095-20161006-2016\_06\_01D-DE  
Regu le 17/10/2016

BP6 - 24110 SAINT-ASTIER  
Tél : 05.53.03.45.82

**Délibération N° 2016-06-01d**

---

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES ISLE, VERN, SALEMBRE EN PERIGORD

**SEANCE DU 06 OCTOBRE 2016**

---

L'an deux mille seize, le 06 octobre à 18 heures 30, le conseil communautaire s'est réuni à la salle des Fêtes de Saint-Germain du Salembre, sous la présidence de Monsieur Jacques RANOUX.

Date de convocation du conseil communautaire : le 29 septembre 2016

Conseillers en exercice : 41 - Présents : 29 - Votants : 38 (9 pouvoirs)

Présent(e)s : BRUGEASSOU Pierrot- MAGNE Jean-Michel (pouvoir de Annick Dezon)- MAZIERE Dominique- RAYNAUD Jean-Michel- COLLAS Jean-Luc- GUEYSSET Patrick (pouvoir de Marc Melotti)- BANIZETTE Didier- LACOSTE Nadine- PUYRIGAUD Bernard- FONTANILLAS Alain- RANOUX Jacques (pouvoir de Eric Gutkowski)- BOUTON Sylvie- FAURE Serge (pouvoir de François Roussel)- DOYOTTE Paulette- PEGORIE Gérard- LAHONTA François- ANDRIEUX Gaële (pouvoir de Elisabeth Marty)- JAHAN Géraldine- DEPIS Alain (pouvoir de Monique Rondreux)- VILAIN Johnny (pouvoir de Nathalie Deschamp)- REBIERE Corine- QUEILLE Michel- ROHART JEAN-YVES- MISCHIERI Pascal- HELIER Gilbert (suppléant de Jean-Michel Sébastien)- LAFORCE Jean-Luc (pouvoir de Sandrine Peyrouny)- SCHALLER Sébastien- PIETTE Valérie (pouvoir de Philippe Perlumière)- CROIZIER Robert .

Excusé(e)s: MARIE Jean-Charles- GAILLARD Francis- ROUSSEL François (pouvoir à Serge Faure)- GUTKOWSKI Eric (pouvoir à Jacques Ranoux)- DEZON Annick (pouvoir à Jean-Michel Magne)- MARTY Elisabeth (pouvoir à Gaële Andrieux)- DE SOUSA David- RONDREUX Monique (pouvoir à Alain Depis)- DESCHAMP Nathalie (pouvoir à Johnny Vilain)- SEBASTIEN Jean-Michel (suppléé par Gilbert Hélier)- PEYROUNY Sandrine (pouvoir à Jean-Luc Laforce)- MELOTTI Marc (pouvoir à Patrick Gueysset)- PERLUMIERE Philippe (pouvoir à Valérie Piette).

MONSIEUR PASCAL MISCHIERI A ÉTÉ NOMMÉ SECRÉTAIRE DE SÉANCE.

**OBJET : Bilan de la mise à disposition et approbation de la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Montrem****Monsieur le Président expose :**

Le Conseil Communautaire du 24 mars 2016 a prescrit la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Montrem qui consiste à autoriser et réglementer les extensions, les annexes et les changements de destination en zone agricole et naturelle. Durant la procédure et lors de la mise à disposition du dossier au public effectuée du 18 juillet au 9 septembre 2016, aucune observation n'a été enregistrée. Les Personnes Publiques Associées ont exprimé certaines recommandations mais n'ont pas formulé d'avis défavorables. La procédure arrivant à son terme, il est donc proposé au Conseil Communautaire de tirer un bilan favorable de la mise à disposition au public et d'approuver la modification simplifiée n°1 du PLU.

Vu la loi n°2000-1208 du 13/12/2000, relative à la solidarité et au renouvellement urbain (dite « loi SRU »);

Vu la loi n°2003-152 du 2/07/2003 « urbanisme et habitat »;

Vu la loi n°2010-788 du 12/07/2010 portant engagement national pour l'environnement (dite loi « grenelle II »);

Vu la loi n°2014-366 du 24/03/2014 pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové (ALUR);

Vu la loi du 6/08/2015 pour la Croissance, l'Activité et l'Egalité des Chances Economiques (dite loi « Macron »);

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L131-9, L132-7 à 9, L153-8 à 16 et L153-31 à 47

Vu la délibération du Conseil Municipal du 02/02/2007 approuvant le PLU de Montrem;

Vu l'arrêté préfectoral du 15/05/2013 portant création, à compter du 1er janvier 2014, de la Communauté de Communes Isle Vern Salembre en Périgord, issue de la fusion des Communautés de Communes Astérienne Isle et Vern, Moyenne Vallée de l'Isle et vallée du Salembre;

Vu l'arrêté préfectoral du 19/12/2013 fixant le champ de compétences de la Communauté de Communes Isle Vern Salembre en Périgord en matière de Plan Local d'Urbanisme;

Vu la délibération du 24/03/2016 prescrivant la modification simplifiée n°1 et précisant les modalités de la mise à disposition;

Vu l'affichage de la délibération au siège de la CCIVS et à la mairie pendant plus d'un mois;

Vu la notification de la modification simplifiée aux Personnes Publiques Associées par un courrier du 25/04/2016 et les avis de la Direction Départementale des Territoires de la Dordogne (DDT24), de l'Agence Régionale de Santé (ARS), de l'Architecte des Bâtiment de France (UDAP), du Conseil Départemental de la Dordogne (CD24) et de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF);

Vu les mesures de publicités effectuées au moins 8 jours avant le début de la mise à disposition, en date du 6/07/2016 (journal Sud-Ouest) et la mise en ligne du dossier de modification sur le site internet de la CCIVS;

Vu la mise à disposition du dossier de modification simplifiée au public effectuée du 18 juillet au 9 septembre 2016 et d'un registre d'observations au siège de la CCIVS et à la mairie;

Considérant que les 2 registres en commune et à la CCIVS n'ont fait l'objet d'aucune observation;

Considérant que le dossier de modification simplifiée n°1 du PLU de Montrem est prêt à être approuvé par la CCIVS, conformément à l'article L123-13-3 du code de l'urbanisme;

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, et à l'unanimité des membres présents et représentés, DECIDE :**

- **de tirer un bilan favorable de la mise à disposition** du dossier de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Montrem,
- **d'approuver, la modification simplifiée n°1** du Plan Local d'Urbanisme de Montrem telle qu'annexée à la présente délibération.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits et ont, les membres présents, signé au registre.


 Le Président,  


Jacques RANOUX

Certifié exécutoire,

Les formalités de publicité ayant été effectuées

Et la délibération ayant été reçue en préfecture le : **17 OCT. 2016**

 Le Président,

Jacques RANOUX

Conformément à l'article R123-25 du code de l'urbanisme,

- La présente délibération accompagnée du dossier de modification approuvé qui lui est annexé sera transmise au Préfet de la Dordogne;
- La présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de la CCIVS et à la Mairie durant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département;
- Le dossier de modification approuvé sera tenu à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux :
  - au siège de la CCIVS,
  - à la Mairie,
  - à la Préfecture de la Dordogne.
- La présente délibération deviendra exécutoire :
  - Dans un délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet de la Dordogne, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au dossier approuvé, ou dans le cas contraire, à dater de la prise en compte de ces modifications;
  - après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité.